ARRETE DE POLICE N° ARD PAO - SER - 2024-04- 136
réglementant temporairement la circulation, hors agglomération,
sur la RD 79, entre les PR 7+490 et 7+600 et la voie communale adjacente,
sur le territoire de la commune de CAILLE

Le président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la route ;
Vu le Code de la voirie routière ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu l’arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et les textes subséquents ;
Vu les arrêtés en vigueur du président du Conseil départemental, donnant respectivement délégation de signature au directeur général adjoint pour les services techniques et aux responsables de la direction des routes et des infrastructures de transport ;
Vu le règlement départemental de voirie, approuvé par la délibération n° 9 du Conseil général des Alpes-Maritimes du 26 juin 2014, et son arrêté d’application du 21 juillet 2014 ;
Vu la demande d’ORANGE UIPCA en date du 11 avril 2024 ;
Vu l’autorisation de travaux n° ARD PAO-SER-2024-04-136 en date du 12 avril 2024 ;

Sur la proposition du chef de l’agence routière départementale Préalpes-Ouest ;

Considérant que, pour permettre l’exécution de travaux de remplacement d’un poteau télécom sur le réseau Orange, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation, hors agglomération, sur la RD 79, entre les PR 7+490 et 7+600 et la voie communale adjacente ;

ARRETE

ARTICLE 1 – A compter du lundi 6 mai 2024, de la mise en place de la signalisation correspondante, de jour, jusqu’au vendredi 17 mai 2024 à 17 h 00, la circulation de tous les véhicules, hors agglomération, entre 9 h 00 et 17 h 00, sur la RD 79, entre les PR 7+490 et 7+600 et le chemin de Cra Boucher adjacent, pourra s’effectuer sur une voie unique d’une longueur maximale de 60 m, par sens alterné réglé par feux tricolores mobiles de signalisation temporaire à cycles programmables, remplacés par un pilotage manuel de jour en cas de remontée de file d’attente supérieure à 50 m.

La chaussée sera toutefois restituée à la circulation :
- Chaque jour à 17 h 00, jusqu’au lendemain à 9 h 00,
- Du mardi 7 mai 2024 à 17 h 00, jusqu’au vendredi 10 mai 2024 à 9 h 00,
- Chaque fin de semaine du vendredi à 17 h 00, jusqu’au lundi à 9 h 00,

La sortie du chemin de Cra Boucher adjacent, si impacté, sera gérée au cas par cas par un pilotage manuel et devra se faire dans le sens de circulation de l’alternant en cours.
ARTICLE 2 – Les mesures de police suivantes seront appliquées sur l’ensemble de la section concernée à partir du point d’application déterminé par la pose des panneaux effectuée conformément aux stipulations de l’article 3 :
- toutes les catégories de véhicules autorisées, pourront circuler ;
- dépassement et stationnement interdits à tous les véhicules ;
- vitesse des véhicules limitée à 50 km/h ;
La largeur minimale de voie, restant disponible, devra être en cohérence avec les catégories de véhicules autorisées à circuler.

ARTICLE 3 – Les signalisations correspondantes seront conformes à la réglementation en vigueur et prendront en compte les recommandations relatives à la catégorie de route concernée, de la dernière édition en vigueur du manuel du chef de chantier.
En particulier la signalisation par pilotage manuel ne pourra être effectuée que dans de bonnes conditions de visibilité (luminosité suffisante ou éclairage spécifique).
Elles seront mises en place et entretenues par les soins de l’entreprise Solutions 30, chargée des travaux, sous le contrôle de l’agence routière départementale des Préalpes-Ouest.

ARTICLE 4 – Le chef de l’agence routière départementale pourra, à tout moment, décider une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier, si son déroulement est susceptible de créer une perturbation excessive du trafic ; ou si les injonctions données par ses agents aux intervenants ne sont pas suivies d’effets, pour ce qui concerne les règles de sécurité et d’exploitation de la route.

ARTICLE 5 – Poursuites encourues en cas d’infraction.
Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et textes en vigueur.

ARTICLE 6 – Conformément à l’article R.421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 – Le présent arrêté sera publié dans son intégralité sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du département (https://www.departement06.fr/collectivite/publication-reglementaire-des-arretes) ; et ampliation sera adressée à :
- M. le directeur des routes et des infrastructures de transport,
- M. le chef de l’agence routière départementale Préalpes-Ouest,
- M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes-Maritimes,
- M. le commandant de la compagnie républicaine de sécurité n° 6,
- L’entreprise Solutions30 Sud-Est / Monsieur Arnaud Bertin – 2229 Route des Crêtes, 06560 VALBONNE (en 2 exemplaires, dont 1 devra être remis au chef de chantier pour être présenté à toute réquisition) ; e-mail : dict.epce@solutions30.com.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d’en assurer l’exécution ; ainsi que pour information à :
- M. le maire de la commune de Caille,
- M. le directeur départemental des services d’incendie et de secours,
- ORANGE UIPCA / Monsieur Olivier Borelli – 9 boulevard François Grosso – BP 1309, 06006 NICE CEDEX ; e-mail : olivier.borelli@orange.com,
- DRIT / CIGT ; e-mail : emaurize@departement06.fr, cigt@departement06.fr, fprieur@departement06.fr, pbeneite@departement06.fr, saubert@departement06.fr et cbernard@departement06.fr.

Séranon, le 22 AVR. 2024
Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Chef de l’agence routière départementale,

Frédéric BEHE